

DIAL 3245

BOLIVIE - Les peuples originaires passent au second plan

Ruy D'Alencar

mardi 23 juillet 2013, mis en ligne par [Dial](#)

Dans le numéro de mai 2013, le cas particulier du projet de construction d'un axe routier traversant le Territoire indien et Parc national Isiboro Secure (TIPNIS), en Bolivie [1], avait servi à illustrer l'écart entre discours sur le « buen vivir » et politiques gouvernementales. Les deux premiers textes de ce numéro reviennent sur cette thématique : si les gouvernements boliviens et péruviens actuels se veulent plus à l'écoute des revendications indiennes et plus respectueuses de leurs droits, ils ont bien du mal à résister aux sirènes de l'« [extractivisme](#) » [2]. Dans un contexte mondial où la demande en matières premières reste soutenue - malgré la crise -, alors que l'on assiste à un épuisement progressif des ressources fossiles, les multinationales minières ou pétrolières cherchent à initier de nouveaux chantiers d'extraction, par des techniques traditionnelles (mines à ciel ouvert...) ou plus récentes et plus destructrices, comme la [fracturation hydraulique](#).

Dans la majorité des cas, les consommateurs des ressources ainsi obtenues (pétrole et minerais divers) habitent dans les villes, bien loin des espaces détruits et pollués par l'extraction. Les problèmes rencontrés par les populations directement affectées par la pollution et la destruction de leur lieu de vie, habitant des zones périphériques, sont rarement évoqués dans les mass media . *Et même si ils l'étaient - et ils le sont de temps en temps -, cela ne changerait pas forcément grand-chose, comme ne changent pas grand-chose les représentations quotidiennes d'atrocités diverses touchant des Autres, loin de « chez nous ». Cette double distance, géographique et symbolique, entre « nous » et « eux » - peuples vivants dans des régions « reculées » d'Amérique latine, d'Afrique ou d'ailleurs - facilite l'ignorance ou l'oubli du prix à payer - par d'autres - pour notre confort et constitue une des briques du système. Si l'exploitation des ressources du sous-sol avait lieu dans notre jardin, avec les conséquences néfastes que l'on sait sur les environs, et donc sur notre milieu de vie, il y a fort à parier que nos pratiques de consommation s'en trouveraient quelque peu transformées et que nous serions plus frugaux... Article de Ruy D'Alencar publié par [Noticias Aliadas](#) le 7 juin 2013.*

Le gouvernement cherche à faciliter les explorations en territoires indiens et zones protégées.

Le gouvernement d'Evo Morales, le premier président indien de Bolivie, compte deux périodes. D'abord, de 2006 à 2010, il accorde sa protection aux 23 parcs nationaux existant dans le pays ainsi qu'aux territoires où sont implantées les 38 ethnies reconnues par la Constitution politique de l'État (2009), voulue par Morales. Deuxièmement, à partir de 2010, quand se produit un changement à 180° dans la politique à l'égard des communautés originaires.

En août 2006, au début de sa première gestion, le président Evo Morales a nationalisé toutes les concessions dont la richesse était soit forestière, soit aurifère, soit gazière, dans les zones protégées du pays ; c'était un acte chargé de symboles, près du Parc national Madidi, au nord-ouest de la Bolivie. Flanqué de militaires, Morales déclara que les zones protégées retournaient dans les mains de l'État et des peuples indiens pour être protégées.

Le jour de l'accession de Morales à son second mandat, en janvier 2010, a été qualifié de journée historique par le gouvernement bolivien, qui considérait qu'à cette date se produisit la renaissance de la Bolivie en tant qu'État plurinational à forte présence indienne, dans le cadre d'une nouvelle Constitution et d'une Assemblée législative plurinationale (ALP).

Dans ce contexte, l'adoption de la plurinationalité marque le début d'une nouvelle institutionnalité d'État indienne.

Les peuples indiens comptent sept sièges à l'ALP, ils bénéficient de la reconnaissance d'autonomies indiennes dans leurs communautés et l'on respecte leurs critères d'us et coutumes en matière de justice. Tout cela a été obtenu sous le gouvernement de Morales, explique Pedro Nuny, ancien député indien du Mouvement vers le socialisme (MAS), actuellement au pouvoir.

L'article 30 de la Constitution, dans sa sous-section 15, établit que les peuples originaires ont droit à « être consultés au moyen de procédures appropriées et en particulier à travers leurs institutions, chaque fois que seront prévues des mesures législatives ou administratives susceptibles de les affecter. Dans ce cadre, on respectera et garantira le droit à la consultation préalable obligatoire, réalisée par l'État, de bonne foi et en concertation, concernant l'exploitation des ressources naturelles non renouvelables sur le territoire qu'ils habitent ».

Sept ans après, s'est produit un changement important dans le gouvernement du changement, ce qui représente une rupture dans l'institutionnalité d'État indienne.

De la protection à l'extractivisme

Durant le troisième Congrès de Gaz et pétrole de Bolivie, qui s'est tenu dans la ville orientale de Santa Cruz les 22 et 23 mai, le vice-président Alvaro García Linera a révélé que le gouvernement projette « de conduire des explorations dans les parcs nationaux à la recherche de réserves d'hydrocarbures » et il a réclamé que ces explorations soient faites rapidement, sous le regard attentif de cadres supérieurs de Repsol (Espagne), Petrobras (Brésil) et YPF (Argentine).

Le président de la compagnie d'État Yacimientos Petrolíferos Fiscales Bolivianos (YPFB) [3], Carlos Villegas, au cours de ce même congrès, a proposé de réduire les délais pour obtenir la licence environnementale pour les opérations pétrolières, d'assouplir les consultations des peuples indiens implantés dans les parcs nationaux et de viabiliser l'exploration là où il y aurait des communautés.

Pourtant, le sociologue bolivien José Mirtembaum a expliqué « qu'il n'y a pas de forêts sans Indiens, et que sans forêts les Indiens ne peuvent pas vivre », étant donné l'interdépendance entre les peuples originaires et les territoires ancestraux, généralement situés dans des zones protégées.

Si l'on part de cette analyse, la proposition d'explorer et d'exploiter les hydrocarbures dans les parcs nationaux constitue un dilemme entre le profit économique et la subsistance des communautés qui souffriront des impacts environnementaux.

« Pour moi, cette position de vouloir ouvrir l'exploration pétrolière ou minière dans un parc comme le Territoire indien et Parc national Isiboro Secure (TIPNIS) révèle une décision gouvernementale de donner la priorité à l'investissement plutôt qu'à la subsistance des peuples », affirme Fernando Vargas Mozúa, président du TIPNIS, auparavant allié de Morales et maintenant opposant à son gouvernement en raison d'un projet public d'axe routier traversant ce territoire protégé.

Au cours des trois dernières années, trois marches indiennes de protestation, liées à la gestion de zones protégées, marquent la rupture des relations entre le gouvernement et les dirigeants comme Vargas et Adolfo Chávez, président de la Confédération des peuples indiens de Bolivie (CIDOB), l'une des organisations qui ont soutenu les propositions de réforme du MAS.

Pour Nuny, en sept ans de gestion, Morales n'a cessé de faire le va-et-vient « du discours de protection de la Terre-Mère à l'extractivisme, quelque chose qu'il a critiqué chez les présidents précédents ».

Melva Hurtado, présidente de la CIDOB proche du gouvernement, organisation parallèle constituée en juillet 2012, assure qu'il y a des Indiens qui veulent profiter des ressources naturelles de leurs territoires et des zones protégées et que d'autres dirigeants indiens « veulent interdire le progrès de mes frères pour s'en réserver les bénéfices ».

De son côté, García Linera, au Congrès de Gaz et pétrole, a soutenu que plusieurs déclarations de zones protégées sont apparues dans les années 90, à des « périodes néolibérales » et furent faites par des personnes « que la nature n'intéressait pas [...], c'était pour que les gens du Nord les explorent » - allusion aux États-Unis.

« Nous respectons la Terre-Mère, mais nous n'allons pas vivre comme il y a 300 ans, aussi le gouvernement va-t-il utiliser cette richesse, tout en veillant à respecter les normes de limitation du dommage environnemental », a-t-il déclaré.

D'après les investisseurs, comme l'article 30 de la Constitution, il y en a bien d'autres qui constituent une « entrave » pour avancer dans l'exploration puis l'exploitation du gaz et des minéraux dans les territoires où sont installés les peuples originaires. C'est pourquoi le vice-président a demandé à Villegas de « désentraver » les procédures d'exploration.

« L'exploration, c'est pour hier ; nous sommes en retard pour tout », a-t-il dit, s'adressant à Villegas sur un ton de reproche, au congrès sur les hydrocarbures.

Droits indiens laissés de côté

De manière paradoxale, le gouvernement recherche maintenant des investissements pour l'exploration en zones protégées et en terres communautaires d'origine, alors que la Constitution a inclus des verrous légaux pour protéger les droits des Indiens à participer et à être consultés sur l'usage des richesses que renferme le sol de l'endroit où ils vivent.

Le Sommet sur le changement climatique et les droits de la Terre-Mère, organisé par le gouvernement en avril 2010 dans le département central de Cochabamba, a marqué le début de la distanciation entre gouvernants et peuples originaires, du fait de divergences sur la gestion des zones protégées et des territoires, divergences qui ont débouché maintenant sur une rupture définitive après la demande d'exploration dans ces zones, formulée par le vice-président.

Parmi les conclusions les plus remarquables du Sommet, il fut décidé que les pays mettent fin aux initiatives dans les bois et les forêts « basées sur des mécanismes de marché et qui proposent des résultats inexistantes et conditionnels ». Il fut proposé d'exiger des gouvernements « un programme mondial de restauration des bois et forêts originaires, dirigé et administré par les peuples, à partir de graines de variétés forestières, fruitières et de la flore autochtone ». Il fut aussi établi que « les gouvernements doivent éliminer les concessions forestières, appuyer la conservation du pétrole sous la terre et que soit arrêtée en urgence l'exploitation d'hydrocarbures dans les forêts ».

Trois ans plus tard, non seulement on projette d'ouvrir des axes routiers qui traverseront des zones protégées, mais on encourage l'exploration et l'extraction d'hydrocarbures. Et tandis que les investisseurs applaudissent, les Indiens observent avec méfiance.

- Traduction de Sylvette Liens pour Dial.
- Source (espagnol) : [Noticias Aliadas](#), 7 juin 2013.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la traductrice, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Voir DIAL 3239 - « [BOLIVIE - « La consultation sur le TIPNIS n'en était pas une »](#) » et 3240 - « [BOLIVIE - Communiqué public : résumé du rapport sur la visite aux communautés du TIPNIS](#) ».

[2] « En Amérique hispanophone, le terme extractivisme se rapporte au départ aux industries extractives au sens strict (mines et hydrocarbures, correspondant en portugais à "*extractivismo mineral*"). Dernièrement, dans des milieux universitaires et altermondialistes, il est de plus en plus utilisé pour désigner de façon plus générale l'accélération de toutes les activités d'exploitation des ressources naturelles à échelle industrielle (y compris l'agro-industrie et jusqu'aux infrastructures facilitant les activités d'extraction), ainsi que la place centrale de ces secteurs d'activité pour les économies exportatrices de matières premières » (définition donnée dans l'[article Wikipedia consacré à l'extractivisme](#)).

[3] « Gisements pétroliers publics boliviens » - note DIAL.